

# Mai 68 en Bretagne :



**Par :** Christian BOUGEARD, :

Professeur émérite d'histoire contemporaine à l'UBO.

-----

## Sommaire

Mai 68 en Bretagne :	1
I. La Bretagne à la fin des années 60 :	1
A. Une société jeune mais inquiète pour son avenir	1
B. Société rurale et rapide urbanisation:	2
C. Une certaine industrialisation dans les années 1960:	2
D. Une région très ancrée à droite qui soutient le général de Gaulle:	3
II. La montée de la contestation sociale en Bretagne et les événements de mai 1968:	3
A. Les prémices de mai 1968 :	3
B. La grande journée d'action du 8 mai 68 : « l'Ouest veut vivre »:	4
C. Les phases du déroulement du « joli mois de mai »:	4
III. De la sortie de crise aux premières réformes (juin 1968 – 1969):	5
A. Le coup de Baden –Baden et la difficile reprise du travail:	5
B. Les élections législatives des 23 et 30 juin 1968 : le «raz-de marée » conservateur en France et en Bretagne ? :	5
C. La mise en œuvre des premières réformes post-1968 et le départ du général de Gaulle (fin 1968-avril 1969):	5

Dans les archives publiques, on ne trouve aucune image des événements de mai 68 sauf à Nantes ; les images dont on dispose concernent des événements qui ont eu lieu avant ou après cette période.

Pour les historiens, les « années 68 » concernent une période qui s'étend de la fin de la guerre d'Algérie (1962), à l'arrivée de la gauche au pouvoir (1981). C'est une période qui a connu des changements majeurs dans la société.

## I. La Bretagne à la fin des années 60 :

### A. Une société jeune mais inquiète pour son avenir

En 1949 se produit un pic de la natalité ; c'est le baby boom en Bretagne comme dans le reste de la France. Ces jeunes ont vingt ans en 1968 ; ils s'élèvent contre une société figée qui les bride.

La jeunesse est de plus en plus scolarisée, et Michel Debré a prolongé l'âge de l'école obligatoire ; il passe de 14 à 16 ans. Beaucoup vont jusqu'au bac et poursuivent leurs études en faculté.

Il y avait 150 000 étudiants en France au début des années 1960. En Quelques années, ce nombre sera porté à 600 000.

Jusqu'ici, les étudiants étaient issus de la bourgeoisie ; on voit maintenant apparaître une population qui vient du monde ouvrier ou agricole.

## B. Société rurale et rapide urbanisation:

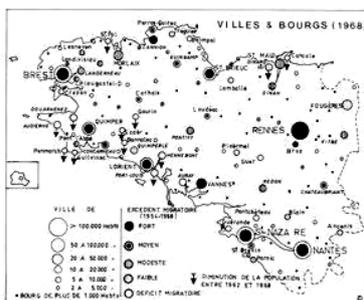


Fig. 6 : Villes et bourgs de Bretagne en 1968.

En Bretagne, l'enseignement est considéré comme très important, comme un moyen indispensable pour trouver du travail dans les villes. À ce propos, on constate une forte proportion de diplômés en Basse Bretagne, région qui se sent un peu délaissée par le pouvoir politique.

Beaucoup de ces jeunes diplômés vont contester les rigidités de la société. La population des villes connaît une croissance de 2 à 3 % par an dans les années 1960 / 1970.

Les grands ensembles que l'on voit fleurir, sont considérés comme un progrès considérable en matière de logement.

Landerneau voit sa population passer de 11 000 habitants en 1960, à 13 000 en 1962, 14 000 en 1968, puis 15 000 en 1975. On ne peut expliquer un tel phénomène sans y voir l'importance des migrations de population vers les villes.

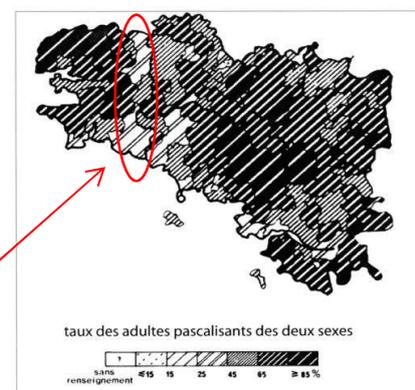
Les différents cadres à l'intérieur desquels s'organisait la vie de la société, sont remis en question. Certains se politisent.

En Bretagne, la quasi-totalité des leaders étudiants sont issus de la JEC (Jeunesse Étudiante Catholique) (Jean-Yves Le Drian ...). Edouard Leclerc lance un nouveau modèle de magasin, ce qui entraîne des transformations économiques et sociales dans la société.

Le Pardon de Sainte Anne d'Auray est très suivi. Entre 1962 et 1965, Paul VI préside le concile Vatican II. Beaucoup de contestations se font jour dans l'église catholique, et jusqu'à parler de crise. Un certain nombre de jeunes prêtres, étant passés par la faculté, vont retourner à la vie laïque. On distingue une zone de déchristianisation du Trégor à la région de Lorient.

Le Parti Socialiste Unifié (PSU) se développe en Bretagne. Des catholiques plutôt au centre, se rapprochent des socialistes.

Carte des pascalisants en Bretagne (1955-1965)



## C. Une certaine industrialisation dans les années 1960:

La Bretagne n'est pas une région industrielle. Pourtant des entreprises sont importantes, comme la construction navale.

À Nantes, en 1964 70 000 personnes défilent pour réclamer une industrie locale et défendre des emplois menacés. À Lannion, Pierre Marzin se bat pour le développement du Centre National d'Études des Télécommunications (CNET).

Un radôme est installé à Pleumeur Bodou ce qui permettra la première liaison satellite entre la France et les États-Unis.

René Pleven (1901-1993), Président du Conseil, président du Conseil Général des Côtes du Nord, cofonde le Comité d'étude et de liaisons des intérêts bretons (CELIB), dont il reste président jusqu'en 1972

La Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) affiche son slogan célèbre : « Vivre et travailler au pays ». C'est dans ce cadre que certains Bretons partis à Paris, ont pu revenir en Bretagne.

Le paquebot France en construction à Saint-Nazaire vers 1960



Le barrage de la Rance en construction. 16 mai 1964.



Le Général de Gaulle inaugure le barrage de La Rance. Mais à Hennebont les forges, en difficulté, vont devoir bientôt fermer. Raymond Marcellin, maire de Vannes, député de Vannes et ministre, ne fera rien pour s'y opposer.

L'État encourage la décentralisation ; Rennes, Brest, Lannion en profitent. À Saint Briec, s'installe « Le Joint français ».

Pourquoi des entreprises viennent ainsi s'installer en Bretagne ? D'abord, elles bénéficient de subventions, la main d'œuvre y est nombreuse et qualifiée. Il existe une main d'œuvre féminine qui veut travailler, et les salaires sont moins

élevés qu'en région parisienne, en particulier.

À l'époque, le différentiel de salaire profitait à la Bretagne.

L'usine Citroën de Rennes est la plus importante entreprise bretonne où un syndicalisme « maison » empêche toute contestation sociale. (L'usine a fermé le 13 mai mais n'a pas fait grève en 1968).

On comprend alors l'importance des grandes grèves qui se développent dans les années 1970.



Des ouvrières et des ouvriers dans une abattoir des salaisons Josselin (Morbihan)

Vue aérienne de l'usine Citroën de Rennes La Janais vers 1960-1961



### ***D. Une région très ancrée à droite qui soutient le général de Gaulle:***

René Pleven et le bureau du CELIB au début des années 1960



Le CELIB réunit toutes les tendances politiques, des collectivités territoriales. Pleven est à sa tête. Aux législatives de 1958, il n'y a plus de député de gauche (socialistes et communistes).

1962 voit l'arrivée d'un fort contingent de députés gaullistes. Yves Le Foll, maire de Saint Briec et député PSU (1967/1968), est élu de justesse.

On est tellement sûr de l'attachement de la Bretagne au mouvement gaulliste, qu'on y parachute tous les candidats voulant revenir en politique.

Gabriel de Poulpiquet, en 1968 après la dissolution consécutive aux événements de mai, est réélu avec 88 % des voix dès le premier tour, il est alors le député le mieux élu de France. Conseiller général du canton de Plabennec de 1977 à 1983.

Puis, peu à peu, les gauches regagnent des voix.

## **II. La montée de la contestation sociale en Bretagne et les événements de mai 1968:**

### ***A. Les prémices de mai 1968 :***

Les prix agricoles ont tendance à baisser, ce qui entraîne une forte contestation agricole. De jeunes agriculteurs bousculent les anciens de la FNSEA et les responsables de l'Office Central de Landerneau.

Bernard Lambert de la JAC (Jeunesse Agricole Catholique) de Loire atlantique, rejoint les partis de gauche. Il demande aux agriculteurs de venir manifester à Redon en juin 1967.

Ils occupent la gare. Le sous-préfet reçoit l'ordre de dégager la gare par la force ; il y a des blessés. Avant mai 68, de nombreux rapports des autorités, avertissent Paris de la montée des mécontentements.

Redon : les forces de l'ordre n'ont pas encore reçu l'ordre d'évacuer la gare.



Le 2 octobre 1967 : la FNSEA organise une grosse manifestation nationale. À Redon, et à Quimper, certains sont venus et lancent des pavés. La permanence du député Marc Bécam est mise à sac. Des centaines de blessés. Un paysan, blessé, est dans le coma.

En janvier 1968, journée ville morte à Fougère pour la défense du monde industriel.

Déclenchement de grèves ouvrières : Caen est en état de siège.

Violents affrontements paysans-forces de l'ordre à Quimper le 2 octobre 1967



À Redon, Quimper, Fougères, (juin 1967 - mars 1968) ; les étudiants entrent dans la danse:

Dans les facultés surchargées comme à Brest, on proteste contre les conditions d'enseignement.

Chez les étudiants, en 1967, une des revendications était l'impossibilité pour les garçons des cités universitaires, d'aller dans les cités des filles. Des étudiants qui avaient manifesté, sont jugés et condamnés à Paris-Nanterre.

De Gaulle fait évacuer la Sorbonne par la police. À la suite de quoi des manifestations réclament la libération des étudiants emprisonnés dans tout le pays.

Tout ce mécontentement va se télescoper avec la journée d'action du 8 mai, prévue, elle, depuis longtemps.

## **B. La grande journée d'action du 8 mai 68 : « l'Ouest veut vivre » :**

La Basse Bretagne qui se sent délaissée par le pouvoir, manifeste en masse ; c'est considérable. Mais ces manifestations ont lieu dans le calme, sauf les incidents à Fougères et Redon. Les facultés sont occupées.



Quimper, 8 mai 1968



## **C. Les phases du déroulement du « joli mois de mai » :**

À partir des 10 et 11 mai, premières nuit des barricades à Paris. La police matraque les jeunes étudiants ce qui plonge la population dans le désarroi.

L'UNEF et les syndicats de gauche se réunissent pour protester.

Les facultés sont occupées, et le 13 mai, la grève générale est décrétée pour protester contre la violence. On réclame la libération des étudiants.

À Nantes, lycéens et étudiants manifestent ensemble ; il y a des blessés, mais heureusement pas de

bain de sang.

Le 14 mai le syndicat FO de Sud Aviation à Nantes, déclare une grève illimitée.

La CGT et la CFDT se déclarent contre ce mouvement.

Piquets de grève occupant l'usine Sud-Aviation à Nantes à partir du 14 mai.



Le patron de sud Aviation, Pierre Duvochel est séquestré par les grévistes (16 jours).

Le 18 mai, les cheminots bloquent le trafic ; on compte entre 7 et 8 millions de grévistes.

Le 24 mai, le général de Gaulle prend la parole et propose un référendum ; ce n'est pas du tout ce qu'attend la population.

Le 27 mai, la population organise une cantine à l'école Jean Macé ouverte à tous.

Les agriculteurs investissent Nantes le 24 mai



Les agriculteurs, sur leur tracteur, manifestent dans le centre de plusieurs villes de Bretagne le 24 mai, comme à Nantes où des échauffourées font plusieurs blessés. Là ce sont les syndicats dans un comité central de grève qui vont gérer pendant un temps la ville, et imposer des prix aux commerçants.

### **III. De la sortie de crise aux premières réformes (juin 1968 – 1969):**

Georges Pompidou lance les négociations de Grenelle et propose de grandes réformes (le SMIC est augmenté de 30 %, des sections syndicales d'entreprise sont créées, etc.)

#### **A. Le coup de Baden –Baden et la difficile reprise du travail:**

Politiquement, il y a peu d'alternatives au pouvoir gaulliste car l'opposition de gauche est divisée, ce qui permet la reprise en main par le général.

De retour de Baden-Baden, le 30 mai, il s'adresse au peuple à la radio. Il annonce la dissolution de l'assemblée nationale.

Une grande manifestation pro gaulliste défile sur les Champs Elysées. La dynamique politique a changé de camp. On compte 7 à 8 000 personnes à Brest au défilé de soutien.

Mais dans les entreprises, la reprise du travail ne se passe pas bien, entre les personnes toujours grévistes, et celles qui veulent reprendre le travail.



#### **B. Les élections législatives des 23 et 30 juin 1968 : le «raz-de marée » conservateur en France et en Bretagne ? :**

Aux élections de juin 1968, sur les affiches électorales, on voit l'opposition entre l'ordre et l'anarchie.

C'est un raz de marée à droite :

L'UDR de Georges Pompidou obtient 363 députés, la gauche parlementaire n'en a plus que 91 et Progrès et démocratie moderne de Jean Lecanuet 33.

Les partis d'extrême gauche sont dissous. Ils se reconstitueront quelque temps après



Papillon du CDR de Nantes lors de la campagne électorale du député sortant de l'UNR, Henry Rey, en juin 1968

#### **C. La mise en œuvre des premières réformes post-1968 et le départ du général de Gaulle (fin 1968-avril 1969):**

De Gaulle lance ensuite un référendum dans lequel il propose une certaine régionalisation et la suppression du Sénat.

Le 2 février, à la mairie de Quimper, même les centristes demandent à voter non, car pour eux, la régionalisation ne va pas assez loin.

Le cortège officiel du général de Gaulle arrive à la mairie de Quimper le 2 février 1969



Mais en Bretagne seul le département des Côtes du Nord vote non.

-----